



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial
Unité bi-départementale Dordogne Lot-et-Garonne de la
DREAL Nouvelle-Aquitaine

Arrêté préfectoral complémentaire n°47-2026-05-06-00001 du 06 mai 2026

modifiant l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 autorisant le SMIVAL 47 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Monflanquin

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 autorisant le SMIVAL 47 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Monflanquin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2022-07-18-00003 du 18 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 autorisant le SMIVAL 47 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Monflanquin ;

Vu le porter à connaissance déposé le 31 mai 2023 par le SMIVAL 47 et lié à la valorisation du biogaz produit sur son site de Monflanquin ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 30 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 1^{er} avril 2026 ;

Considérant que le syndicat SMIVAL 47 projette d'installer, au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le territoire de la commune de Monflanquin, une unité d'épuration du biogaz pour injection du biométhane ainsi obtenu dans le réseau de distribution de gaz naturel ;

Considérant que le projet d'exploitation de l'unité d'épuration de biogaz avec réinjection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel n'est pas une extension mais une substitution d'une précédente installation de valorisation du biogaz produit par l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que le projet de substitution de l'installation de valorisation du biogaz par un nouvel équipement de valorisation entraîne une modification du classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir la suppression de la rubrique 2910-B-2 précédemment soumise à enregistrement ;

Considérant que l'arrêt définitif de l'installation de combustion du biogaz a été notifié au préfet le 25 novembre 2025 et que cette cessation fera l'objet d'une procédure administrative dédiée afin de valider les travaux associés ;

Considérant que le projet mentionné supra n'est pas de nature, selon les éléments du dossier présenté, à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les phénomènes dangereux retenus ne produisent pas d'effet au-delà des limites du site ;

Considérant que les modifications prévues ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient cependant de modifier et compléter les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 26 août 2016 susvisé afin d'encadrer le fonctionnement de l'installation d'épuration ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Lot-et Garonne ;

ARRETE :

- ARTICLE 1. IDENTIFICATION

Le syndicat SMIVAL 47, dont le siège social est situé Hôtel du département, 1633 avenue du Général Leclerc 47000 AGEN, est autorisé à remplacer, au sein de son site exploité sur le territoire de la commune de Monflanquin au lieu-dit « l'Albié », l'installation de valorisation du biogaz issu des casiers de stockage de déchets non dangereux par une installation d'épuration dudit biogaz, laquelle est associée à un poste d'injection du biométhane produit vers le réseau de distribution de gaz naturel.

- ARTICLE 2. CONFORMITÉ À LA DEMANDE DE MODIFICATION

L'unité d'épuration du biogaz et d'injection du biométhane est conçue et exploitée de manière à limiter les nuisances, les risques et les pollutions dus à son fonctionnement. L'installation est disposée, aménagée, et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier présenté par l'exploitant, dans sa dernière version complétée en date du 2 décembre 2025. En tout état de cause, elle respecte les dispositions du présent arrêté, des arrêtés préfectoraux et les réglementations autres en vigueur. En particulier, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2022-07-18-00003 du 18 juillet 2022, non contraires aux dispositions du présent arrêté sont applicables.

Le biogaz réinjecté dans le réseau de distribution de gaz est épuré selon les normes en vigueur.

- ARTICLE 3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

L'installation d'épuration est notamment constituée :

- d'un groupe froid ;
- d'une unité de désulfuration ;
- d'une unité d'épuration membranaire ;
- d'une unité d'épuration par cryo-distillation à laquelle est associé un réservoir d'azote liquide de 7,5 m³ ;
- d'un oxydateur thermique ;
- d'une torchère, d'une capacité de traitement de 400m³/h, destinée à la destruction du biogaz par brûlage en cas d'arrêt de l'unité d'épuration.

Les caractéristiques techniques de l'unité d'épuration et injection de biométhane sont les suivantes :

- rendement épuratoire : entre 80 % et 95 % selon la qualité du gaz entrant ;
- capacité nominale de traitement de biogaz : 300 Nm³/h à 43 % de CH₄ ;
- capacité maximale de traitement de biogaz : 420 Nm³/h à 43 % de CH₄ ;
- capacité de production / Productibilité moyenne annuelle estimée (PCS) : prévisionnel à 13 500 MWh/an au démarrage à 420 Nm³/h à 43 % de CH₄ et 14 500 MWh/an au maximum à 420 Nm³/h en entrée de Wagabox. Sur la base d'un rendement de 95 % PCS pour le gaz injecté au réseau est de 9815 MWh/an.

Le flux de biogaz épuré (biométhane) est dirigé vers un poste d'injection dans le réseau de distribution de gaz naturel.

Un plan de l'installation représentant notamment les différents équipements qui la constitue ainsi que les tuyauteries et dispositifs de sécurité est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

- ARTICLE 4. MODIFICATION DE LA NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 1.3 *Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées* de l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 est modifié comme suit :

- Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau ci-dessous.

Désignation des installations	Rubriques	Volume des activités	Régime
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	3540 (IED)	Capacité totale de stockage de l'ISDND : 507 500 tonnes	A
Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	2760-2b	Capacité annuelle de stockage : 29 000 t/an Capacité totale de stockage : 507 500 t	A

A : autorisation

Le titre IX. *Prescriptions particulières applicables aux installations de collecte et de combustion du biogaz* de l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 est abrogé.

Les paragraphes 3 et suivants de l'article 3.1 du titre X de l'arrêté préfectoral n°47-2016-08-26-002 du 26 août 2016 sont abrogés.

- ARTICLE 5. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Le rejet direct du biogaz capté à l'air libre est interdit. En cas d'indisponibilité temporaire de l'unité d'épuration du biogaz et d'injection du biométhane, le biogaz est détruit par brûlage en torchère. La valorisation du biogaz est prioritaire par rapport à la destruction en torchère.

Le temps de fonctionnement des équipements de valorisation et de destruction du biogaz, ainsi que les débits de biogaz traité (éliminé ou valorisé), font l'objet d'un enregistrement en continu. Les dispositifs de comptage sont vérifiés a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz traitées (valorisées dans l'unité d'injection de biométhane ou éliminées en torchère) sont reportées sur un registre et ce, a minima, mensuellement.

Les émissions atmosphériques issues de la torchère et de l'oxydateur thermique de l'unité d'épuration de biogaz sont analysées selon les paramètres définis ci-dessous et selon une fréquence annuelle. Les prélèvements et les analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Paramètre	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³) en sortie d'oxydateur thermique	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³) pour la torchère
COV	20 mg/Nm ³ 50 mg/Nm ³ si le rendement épuratoire est supérieur à 98 %	/
NO _x (en équivalent NO ₂)	100 mg/Nm ³	/
CH ₄	50 mg/Nm ³	/
SO _x (en équivalent SO ₂)	300 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³ (si flux supérieur à 25 kg/h)
CO	100 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression (273 K et 101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène est de 11 % au niveau de la torchère. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission en sortie d'oxydateur est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu par l'arrêté préfectoral du 26 août 2016 susvisé.

- ARTICLE 6. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

- Article 6.1. Prélèvement et consommation d'eau

L'installation d'épuration de biogaz et d'injection du biométhane produit n'est à l'origine d'aucun prélèvement d'eau.

- Article 6.2. Gestion des condensats

Les condensats issus de l'installation d'épuration de biogaz sont dirigés pour traitement vers le bassin de collecte de lixiviats.

- ARTICLE 7. GESTION DES DÉCHETS

Les déchets produits par l'installation d'épuration de biogaz sont gérés selon les filières réglementaires et font l'objet de la traçabilité en application des articles R541-43 à R541-45 du Code de l'environnement.

- ARTICLE 8. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Les dispositions du titre VI de l'arrêté préfectoral du 26 août 2016 relatives à la prévention des nuisances sonores et des vibrations sont applicables à l'installation d'épuration de biogaz.

Un contrôle des niveaux acoustiques tel que prévu à l'article 2 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 26 août 2016 est réalisé au plus tard dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation d'épuration de biogaz.

- ARTICLE 9. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

- Article 9.1. Implantation

Les équipements cités à l'article 3 du présent arrêté sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. Ils sont implantés conformément au plan joint en annexe au présent arrêté.

- Article 9.2. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

- Article 9.3. Appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, tous les appareils et les systèmes de protection qui y sont utilisés sont conformes aux dispositions des articles R.557-71 et suivants du Code de l'environnement.

De plus, il est interdit d'apporter du feu dans ces parties sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière relative à la sécurité de l'installation. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le « permis de feu » et la consigne particulière sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

- Article 9.4. Suivi et maintenance

L'installation d'épuration de biogaz est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet. Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. Elles définissent les paramètres de suivi et d'alarme importants pour la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation.

- ARTICLE 10. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Monflanquin et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Lot-et-Garonne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

- ARTICLE 11. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

- ARTICLE 12. NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Monflanquin, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'au syndicat SMIVAL 47.

Agen, le

06 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

Cédric BOUET